ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 16 décembre 1965, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "organisant le service et le régime disciplinaire des objecteurs de conscience affectés à la protection civile", a donné le 18 janvier 1966 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e december 1965 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot regeling van de dienst en het tuchtregime van de gewetensbezwaarden die bij de civiele bescherming zijn ingedeeld", heeft de 18e januari 1966 het volgend advies gegeven :

OBSERVATIONS GENERALES.

I.

Aux termes de l'article 19, alinéa 2, de la loi du 3 juin 1964 portant le statut des objecteurs de conscience, ce statut "ne peut en aucun cas être plus favorable que celui des miliciens faisant partie du contingent de l'armée". C'est sans doute pour cette raison que de nombreux articles du projet reproduisent, en les adaptant dans la mesure nécessaire, des dispositions contenues dans les règlements militaires. Afin que cette similitude de régime soit bien apparente, le Conseil d'Etat s'est abstenu de proposer des modifications de forme pour les textes ainsi reproduits.

II.

Les articles 4 et 13 du projet font mention de la tenue réglementaire sans qu'aucune disposition ne la décrive. Le texte devrait être complété sur ce point ou prévoir que la tenue réglementaire sera déterminée par le Ministre de l'Intérieur.

Ces diverses dispositions devraient être groupées dans un chapitre distinct, intitulé "Du port de la tenue réglementaire", qui aurait sa place après l'article 15.

.../...

III.

Il résulte de diverses dispositions du projet et notamment de l'article 52, 3°, que les objecteurs de conscience peuvent obtenir des grades.

Aucun article du projet ne détermine ces grades et l'article 26 de l'arrêté royal du 11 mars 1956 portant statut du personnel de la protection civile, qui charge le Ministre de l'Intérieur de fixer les grades du personnel de la protection civile, ne peut être appliqué ici puisque les objecteurs de conscience ne font pas partie du personnel visé par cet arrêté. Le projet devrait donc être complété par une disposition chargeant le Ministre de l'Intérieur de déterminer les grades qui pourront être conférés aux objecteurs de conscience.

IV.

Le titre III du projet relatif au régime disciplinaire contient un chapitre II intitulé "Des récompenses", alors que le chapitre Ier traite de la répression disciplinaire et le chapitre III des réclamations contre les mesures de répression disciplinaire. Le chapitre II n'est donc pas à sa place et, eu égard au fait que les récompenses sont une matière étrangère au régime disciplinaire, il vaudrait mieux grouper les dispositions qui y sont relatives dans un titre distinct, qui serait intitulé "Des récompenses".

.../...

V.

Le chapitre IV du titre III traite des manifestations extérieures de la discipline et spécialement du salut. Il prévoit une série de cas particuliers et de détails, qui n'ont pas leur place dans un arrêté royal, en omettant d'ailleurs de déterminer en quoi consiste le salut.

Il serait préférable d'omettre ce chapitre et de reprendre son contenu, en commençant par déterminer la forme habituelle du salut, dans une circulaire de l'autorité administrative,qui serait communiquée à chaque objecteur de conscience.

Pour assurer la répression disciplinaire de toute transgression de ces règles, il suffirait de compléter l'article 30 par un texte rédigé comme suit et qui pourrait trouver place après le 7° :

"8° tout objecteur de conscience qui ne se conforme pas aux instructions relatives aux manifestations extérieures de la discipline, qui lui ont été notifiées".

VI.

Il est souhaitable d'employer partout, dans la version française,l'expression : "objecteur (s) de conscience" à l'exemple de ce que fait la version néerlandaise.

OBSERVATIONS PARTICULIERES.

Article 2.

La rédaction suivante pour l'alinéa 2 traduirait mieux les intentions du Gouvernement, telles qu'elles ont été portées à la connaissance du Conseil d'Etat :

"Il peut être détaché temporairement dans une autre unité d'intervention, en vue de l'accomplissement d'une mission déterminée".

.../...

Article 4.

A cet article, les mots "et notamment lors d'interventions" sont superflus, les "interventions" faisant partie du service.

Article 5.

L'article 5 dispose que les objecteurs de conscience sont astreints aux services ordinaires de l'unité et que ces services sont organisés par l'autorité administrative. Il y aurait lieu de préciser quelle sera l'autorité compétente pour organiser ces services.

Article 6.

a) A l'alinéa 1er, il convient d'ajouter "l'équipement" après "le matériel";
b) il se recommanderait de compléter l'alinéa 2 par la phrase "Ces prescriptions sont affichées à l'entrée des locaux auxquels elles s'appliquent".

Article 8.

Les mots "d'une alternance", qui sont incorrects, devraient être remplacés par les mots "d'un roulement".

.../...

Article 11.

L'alinéa 1er de cet article devrait être rédigé comme suit :

"Lors d'événements calamiteux requérant l'intervention de la protection civile, les objecteurs de conscience en congé ou en permission doivent reprendre immédiatement leur service lorsqu'un appel, collectif ou individuel, leur est adressé à cette fin".

Article 13.

L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Les objecteurs de conscience, en permission, portent la tenue réglementaire, sauf s'ils en sont expressément dispensés".

Article 14.

Pour éviter toute contradiction avec l'article 9, alinéa 2, il y aurait lieu de rédiger cet article comme suit :

"Les absences, autres que les congés prévus à l'article 9, alinéa 2, et les permissions, ne comptent pas comme service si elles ne résultent pas de blessures reçues ou de maladies contractées ou aggravées en service".

.../...

Article 17.

Il est proposé de rédiger l'alinéa ler comme suit :

"Le chef de l'unité fixe l'heure à laquelle l'objecteur de conscience peut quitter le cantonnement pour remplir ses devoirs religieux et le temps qui lui est accordé à cette fin".

Article 19.

Les alinéas ler et 2 seraient mieux rédigés comme suit :

"Une visite médicale journalière est organisée au cantonnement.

Le gradé de service inscrit, à l'appel du matin, sur un cahier spécial le nom des objecteurs de conscience qui ont demandé la visite médicale; le gradé ne peut refuser aucune inscription".

Article 20.

Le dernier alinéa de cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Lorsque l'objecteur de conscience ne s'est pas présenté à la visite, le médecin indique "absent".

.../...

Article 21.

Aux termes de cet article "le gradé de service est chargé de l'exécution des décisions du médecin".

Telle qu'elle est rédigée , cette disposition est trop large car il est évident que le gradé n'a pas compétence pour exécuter certaines prescriptions médicales, telles des piqûres. Il s'agit vraisemblablement de l'exécution des décisions prises par le médecin en vertu de l'article 20.

En conséquence, le texte suivant est proposé pour l'article 21 :

"Article 21.-

Le gradé de service est chargé de l'exécution des décisions prises par le médecin en application de l'article 20.

Il s'informe des circonstances qui ont motivé les indications "refusé" et "absent" et en fait rapport au chef de l'unité.

Il fait quérir les médicaments nécessaires".

Article 29.

Il n'appartient pas au Roi de régler la matière de la responsabilité civile, dont les principes sont fixés par la loi; en conséquence, la première phrase de cet article devrait être rédigée comme suit :

.../...

"Tout objecteur de conscience qui, par ses excès ou ses désordres, cause des dommages corporels ou matériels à autrui, peut être puni, sans préjudice de la réparation du dommage causé".

Quant à la seconde phrase, ou bien . on entend que la retenue soit faite avec l'accord de l'objecteur de conscience, et dans ce cas aucun texte spécial n'est nécessaire, ou bien on entend que la retenue soit faite sans son accord et, en pareil cas, ce sont les règles légales en matière de saisie qui s'appliqueront, sans que le Roi puisse y déroger. En l'espèce, l'article 3 de la loi du 24 février 1847, modifié par la loi du 8 août 1921, rend incessibles et insaisissables les soldes des miliciens et l'article 19, alinéa 3 , de la loi du 3 juin 1964 rend ces règles applicables à la solde des objecteurs de conscience. En conséquence, cette phrase doit être omise.

Article 30.

A cet article, le 15° gagnerait à être rédigé comme suit :

"15° tout objecteur de conscience qui soustrait des objets de minime valeur, sans préjudice de la répression des infractions s'il y a lieu".

Article 33.

La première phrase de cet article ne se concilie pas avec l'article 20 de la Constitution, et la deuxième phrase est inutile. Cet article devrait donc être omis.

.../...

Article 36.

Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 36.-

Il est interdit de punir disciplinairement des infractions qui sont de la compétence des tribunaux répressifs et qui ne constituent pas en même temps des transgressions à la discipline".

Article 44.

Au début de cet article, les mots "à punir" pourraient être omis sans inconvénient.

Article 56.

Au début de cet article, il faut remplacer les mots "l'article précédent" par "l'article 55".

Article 63.

A cet article, il y a lieu d'écrire "en vertu des articles 61 ou 62".

Article 68.

La dernière phrase serait mieux rédigée comme suit :

"Toute punition de plus de **quatre jours d'arrêts** dans le cantonnement suspend l'octroi de toute permission pendant **un mois**".

Article 70.

A l'alinéa 3, dans un but de clarté, le mot "récompense" devrait être remplacé par le mot "brevet".

L'alinéa 4 serait mieux rédigé comme suit :

"La remise du brevet s'effectue au cours d'une cérémonie".

Article 73.

A la fin du dernier alinéa, par souci de concordance avec la version néerlandaise, il conviendrait d'écrire "il retire la punition ou la réduit".

Article 76.

A cet article, il serait préférable de rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"La punition ne peut être aggravée".

Le dernier alinéa pourrait être complété par la phrase suivante, également reprise de l'article 28 de l'arrêté royal du 30 décembre 1959 :

"La répression de ces manquements à la discipline appartient exclusivement à l'autorité chargée de statuer sur la réclamation".

.../...

Article 77.

A l'alinéa ler, pour éviter toute incertitude, il serait préférable de préciser les formes et délais dont il est question dans le texte.

L'intitulé du chapitre V du titre III répondrait mieux au contenu de ce chapitre s'il était rédigé comme suit :

"Des suites à donner à certaines infractions".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I.

Luidens artikel 19, tweede lid, van de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden, mag dat statuut "in geen geval gunstiger zijn dan dat van de dienstplichtigen die deel uitmaken van het contingent van het leger". Het is wellicht daarom dat in talrijke artikelen van het ontwerp, met de nodige aanpassingen, bepalingen uit militaire reglementen zijn overgenomen.
Om die gelijkheid in de regeling tot uiting te doen komen, onthoudt de Raad van State zich van voorstellen die tot vormwijziging van de overgenomen teksten zouden leiden.

II.

In de artikelen 4 en 13 van het ontwerp is sprake van het "reglementair tenue", ofschoon daarvan nergens een beschrijving wordt gegeven. De tekst zou op dat punt moeten worden aangevuld of althans moeten zeggen dat het "reglementair tenue" door de Minister van Binnenlandse Zaken zal worden bepaald.

Die bepalingen moeten dan worden samengebracht onder een afzonderlijk hoofdstuk "Het dragen van het reglementair tenue", in te voegen na artikel 15.

.../...

III.

Uit een aantal bepalingen van het ontwerp en inzonderheid uit artikel 52, 3°, blijkt dat gewetensbezwaarden graden kunnen verkrijgen.

Het ontwerp zegt nergens welke die graden zijn ; artikel 26 van het koninklijk besluit van 11 maart 1956 houdende statuut van het korps civiele bescherming, dat de Minister van Binnenlandse Zaken belast met het bepalen van de graden van het personeel der civiele bescherming, kan hier geen toepassing vinden, want de gewetensbezwaarden behoren niet tot het in dat besluit bedoelde personeel. Het ontwerp zou dan ook moeten worden aangevuld met een tekst die de Minister van Binnenlandse Zaken belast met het bepalen van de graden die aan gewetensbezwaarden kunnen worden verleend.

IV.

Titel III van het ontwerp, die handelt over de tuchtregeling, bevat een hoofdstuk II "Beloningen", terwijl hoofdstuk I op de "beteugeling in tuchtzaken" en hoofdstuk III op de bezwaren tegen de tuchtmaatregelen betrekking hebben. Hoofdstuk II staat dus niet op zijn plaats ; gelet op het feit dat de beloningen niets uitstaande hebben met de tuchtregeling, ware het beter de desbetreffende voorzieningen te groeperen onder een afzonderlijke titel "Beloningen".

.../...

V.

Hoofdstuk IV van titel III handelt over de "uiterlijke vormen van de tucht", en inzonderheid over de groet. De tekst vermeldt een aantal bijzondere gevallen en details die niet op hun plaats zijn in een koninklijk besluit ; waarin die groet bestaat, wordt overigens niet gezegd.

Het ware beter dit hoofdstuk weg te laten ; de inhoud ervan, te beginnen met de definitie van de gebruikelijke wijze van groeten, kan dan worden neergelegd in een omzendbrief van de administratieve overheid waarvan aan ieder gewetensbezwaarde kennis zou worden gegeven.

Om te voorzien in de tuchtbestraffing van iedere overtreding van die regels, ware het voldoende artikel 30 aan te vullen met een tekst die na 7° kan worden ingevoegd :

"8° ieder gewetensbezwaarde die zich niet gedraagt naar de hem ter kennis gebrachte instructies betreffende de uiterlijke vormen van de tucht".

VI.

Het is wenselijk in de Franse versie overal de term "objecteur(s) de conscience" voluit te schrijven, zoals de Nederlandse versie van haar kant ook doet.

.../...

BIJZONDERE OPMERKINGEN.

Artikel 2.

De bedoeling van de Regering, zoals die aan de Raad van State is medegedeeld, zou beter tot uiting komen als het tweede lid als volgt werd gelezen :

"Hij kan tijdelijk naar een andere interventie-eenheid worden gedetacheerd voor het vervullen van een bepaalde opdracht".

Artikel 4.

In dit artikel zijn de woorden "en inzonderheid bij interventies" overbodig ; de "interventies" maken deel uit van de dienst.

Artikel 5.

Artikel 5 bepaalt dat de gewetensbezwaarden gehouden zijn tot de gewone diensten van de eenheid en dat die diensten door de administratieve overheid georganiseerd worden. Men zegge welke administratieve overheid die diensten kan organiseren.

Artikel 6.

a) In het eerste lid moet "de uitrusting" worden toegevoegd na "het materieel" ;
b) het tweede lid dient te beginnen met de woorden "Bijzondere voorschriften ..."; ook verdient het aanbeveling dat lid aan te vullen met de volzin : "Die voorschriften worden aangeplakt aan de ingang van de lokalen waarvoor zij gelden".

.../...

Artikel 8.

In de Franse tekst vervange men de onjuiste woorden "d'une alternance" door "d'un roulement".

Artikel 11.

Het eerste lid van dit artikel zou als volgt moeten worden gelezen :

"Bij rampspoedige gebeurtenissen die het optreden van de civiele bescherming noodzakelijk maken, moeten de gewetensbezwaarden met verlof of met vergunning onmiddellijk hun dienst hernemen als daartoe een collectieve of individuele oproep tot hen wordt gericht".

Artikel 13.

Het tweede lid kan beter als volgt worden gelezen :

"De gewetensbezwaarden met vergunning dragen het reglementair tenue, tenzij zij daarvan uitdrukkelijk ontslagen zijn".

.../...

Artikel 14.

Om iedere tegenspraak met artikel 9, tweede lid, te voorkomen, leze men dit artikel als volgt :

"Afwezigheden die noch verlof als bedoeld in artikel 9, tweede lid, noch vergunningen zijn, tellen niet als dienst, tenzij zij het gevolg zijn van tijdens de dienst opgelopen verwondingen of opgedane dan wel verergerde ziekten".

Artikel 17.

Voorgesteld wordt, het eerste lid als volgt te lezen :

"De chef van de eenheid bepaalt het uur waarop de gewetensbezwaarde het kantonnement mag verlaten om zijn godsdienstplichten te vervullen en de tijd die hem daarvoor wordt toegestaan".

Artikel 19.

Het eerste en het tweede lid kunnen beter als volgt worden gelezen :

"In het kantonnement wordt een dagelijks geneeskundig onderzoek georganiseerd.

De dienstdoende gegradueerde tekent bij het ochtendappel in een speciaal boek de naam van de gewetensbezwaarden op die het geneeskundig onderzoek hebben aangevraagd ; de gegradueerde mag geen inschrijving weigeren".

.../...

Artikel 20.

Het laatste lid van dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"Wanneer de gewetensbezwaarde zich niet voor het onderzoek heeft gemeld, vermeldt de geneesheer "afwezig".

Artikel 21.

Luidens dit artikel is de dienstdoende gegradueerd "belast met de uitvoering van de beslissingen van de geneesheer".

Zo geredigeerd, is die bepaling te ruim, want het is duidelijk dat de gegradueerde niet bevoegd is voor het uitvoeren van sommige doktersvoorschriften, als het toedienen van inspuitingen. Het gaat waarschijnlijk om de uitvoering van de beslissingen, door de geneesheer genomen op grond van artikel 20.

Derhalve wordt voorgesteld, artikel 21 als volgt te lezen :

"Artikel 21.-

De dienstdoende gegradueerde is belast met de uitvoering van de beslissingen die de geneesheer heeft genomen op grond van artikel 20.

Hij gaat na wat aanleiding heeft gegeven tot de vermeldingen "afgewezen" en "afwezig" en brengt daarover rapport uit bij de chef van de eenheid.

Hij doet de nodige geneesmiddelen halen".

.../..

Artikel 29.

Het staat niet aan de Koning, een regeling te treffen ter zake van de burgerrechtelijke aansprakelijkheid, waarvan de beginselen in de wet zijn vastgesteld; de eerste volzin van dit artikel zou dan ook als volgt moeten worden gelezen :

"Ieder gewetensbezwaarde die door zijn buitensporigheden of baldadigheden lichamelijke of stoffelijke schade aan anderen veroorzaakt, kan worden gestraft, onverminderd de vergoeding van de veroorzaakte schade".

Wat de tweede volzin betreft : de bedoeling is ofwel dat de inhouding wordt verricht met de instemming van de gewetensbezwaarde en dan is er geen bijzondere tekst nodig, ofwel dat de inhouding wordt verricht zonder zijn instemming en dan zijn de wettelijke regelen inzake beslag van toepassing, zonder dat de Koning daarvan kan afwijken. In dit geval maakt artikel 3 van de wet van 24 februari 1847, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1921, de soldij van dienstplichtigen onvatbaar voor beslag en overdracht; artikel 19, derde lid, van de wet van 3 juni 1964 maakt die regelen van toepassing op de soldij van de gewetensbezwaarden. Die volzin moet dan ook vervallen.

Artikel 30.

In dit artikel kan de tekst onder 15° beter als volgt worden gelezen :

"15° ieder gewetensbezwaarde die voorwerpen van geringe waarde wegneemt, onverminderd de bestraffing van de misdrijven indien daartoe grond is".

.../...

Artikel 33.

De eerste volzin van dit artikel is niet overeen te brengen met artikel 20 van de Grondwet, en de tweede volzin is overbodig. Het hele artikel zou dus moeten vervallen.

Artikel 36.

Dit artikel kan beter als volgt worden gelezen :

"Artikel 36.-

Het is verboden een tuchtstraf op te leggen wegens misdrijven die onder de bevoegdheid van de strafrechtbanken vallen en niet tevens tuchtvergrijpen zijn".

Artikel 44.

Vooraan in dit artikel kunnen de woorden "te straffen" zonder bezwaar vervallen.

Artikel 56.

Vooraan in dit artikel vervange men de woorden "voorgaand artikel" door "artikel 55".

.../...

Artikel 63.

In dit artikel leze men : "op grond van de artikelen 61 of 62".

Artikel 68.

De laatste volzin zou beter als volgt worden gelezen :

"Elke straf van meer dan vier dagen kantonnement-arrest schorst gedurende een maand het verlenen van enige vergunning".

Artikel 70.

In het derde lid vervange men duidelijkheidshalve het woord "beloning" door "brevet".

Het vierde lid kan beter als volgt worden gelezen :

"Het brevet wordt tijdens een plechtigheid uitgereikt".

Artikel 73.

Ter wille van de overeenstemming met de Nederlandse versie leze men aan het slot van het laatste lid, Franse tekst : "il retire la punition ou la réduit".

.../...

Artikel 76.

Het tweede lid van dit artikel leze men liever als volgt : "De straf mag niet worden verzwaard".

Het laatste lid zou kunnen worden aangevuld met de volgende zin, eveneens ontleend aan artikel 28 van het koninklijk besluit van 30 december 1959 : "De bestraffing van zodanige tekortkomingen aan de tucht berust uitsluitend bij de autoriteit die op het bezwaar moet beschikken"

Artikel 77.

Ten einde iedere onzekerheid te voorkomen, ware het verkieslijk in het eerste lid de in de tekst bedoelde vormen en termijnen nader te bepalen.

Het opschrift van hoofdstuk V van titel III zou de inhoud van dat hoofdstuk beter weergeven indien het als volgt werd gelezen :

"Over het gevolg dat aan sommige overtredingen moet worden gegeven".

La chambre était composée de

Messieurs :	G. HOLOYE,	conseiller d'Etat, président,
de Heren :		staatsraad, voorzitter,
	G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat,
	J. MASQUELIN,	staatsraden,
	J. ROLAND,	assesseurs de la section de législation,
	R. PIRSON,	bijzitters van de afdeling wetgeving,
	G. DE LEUZE,	greffier adjoint, greffier.
		adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. E. JOACHIM, auditeur général.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. E. JOACHIM, auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s.) G. DE LEUZE.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s.) G. HOLOYE.